

## **Vers une stratégie canadienne efficace en matière de sécurité alimentaire**

### **Contexte**

La crise alimentaire et les crises économiques mondiales actuelles ont eu des effets dévastateurs sur les populations pauvres. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim et de malnutrition. Le Canada a répondu rapidement à la crise alimentaire de 2008 en allouant 50 millions de dollars supplémentaires aux populations les plus vulnérables du monde et en s'engageant à délier toute aide alimentaire subséquente. En 2009, l'ACDI a annoncé que la sécurité alimentaire sera un de ses axes prioritaires d'intervention et s'est engagée à déboursier à cet effet une somme supplémentaire de 600 millions de dollars au cours des trois prochaines années.

Le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire<sup>1</sup> félicite le gouvernement canadien pour sa préoccupation en faveur de ceux qui souffrent le plus d'insécurité alimentaire, principalement des femmes et des enfants. Le Canada est un des principaux pays producteurs d'aliments. Il joue un rôle significatif dans les marchés agricoles internationaux et il est l'un des plus importants donateurs d'aide alimentaire et agricole *per capita* au monde. Le Canada se doit donc tout particulièrement d'appuyer les normes régissant le droit à l'alimentation. Le Canada dispose d'une expertise assez vaste pour devenir un protagoniste mondial de la lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde.

Les investissements de l'ACDI en matière de sécurité alimentaire doivent être efficaces. Ils doivent contribuer au respect des droits humains des populations les plus vulnérables et réduire leur insécurité alimentaire, conformément à la Loi sur la responsabilité en matière d'aide publique au développement. En se basant sur son expérience collective et sur celle de ses partenaires du Sud, le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire présente ci-dessous certaines priorités qui devraient faire partie de la stratégie alimentaire canadienne.

---

<sup>1</sup> Une coalition des principales organisations de développement et d'organisations agricoles préoccupées par la sécurité alimentaire mondiale, parmi lesquelles l'Organisation canadienne catholique pour le Développement et la Paix, le Conseil canadien pour la coopération internationale, la Banque canadienne de grains, CARE Canada, CHF - Partners in rural development, Canadian Physicians for Aid and Relief, la Croix-Rouge canadienne, Inter Pares, le Comité central mennonite – Canada, National Farmers Union, l'Église unie du Canada, UPA développement international, USC Canada.

## **Quels devraient être les grands axes de la stratégie canadienne en matière de sécurité alimentaire?**

**De façon générale, la stratégie en matière de sécurité alimentaire du gouvernement canadien devrait être centrée sur les petits agriculteurs, hommes et femmes. Cette stratégie doit contribuer à promouvoir des systèmes agricoles résilients et développer des moyens d'existence dans les zones rurales, tout en prenant les mesures nécessaires pour changer les institutions, les politiques et les structures qui vont à l'encontre de ces priorités. Ainsi, le gouvernement canadien sera assuré que le droit à l'alimentation constitue bien une des pierres angulaires de la nouvelle stratégie thématique de l'ACDI.**

Plus précisément, la stratégie en matière de sécurité alimentaire du gouvernement canadien devrait :

**Bénéficier directement aux petits agriculteurs en améliorant leurs moyens d'existence** – La majorité des personnes qui souffrent d'insécurité alimentaire dans le monde sont des petits producteurs qui vivent dans les zones rurales, principalement des femmes et des enfants. Cette stratégie devrait reconnaître et valoriser les multiples rôles joués par l'agriculture dans les zones rurales, qui sont bien plus nombreux que la seule production alimentaire. En effet, l'agriculture participe à la protection de l'environnement, elle contribue à promouvoir la démocratie à travers la consolidation des organisations rurales, à améliorer l'alimentation et les revenus, à donner du travail aux agriculteurs sans terre et à valoriser la culture locale.

**Promouvoir l'égalité des femmes** – Bien que le rôle central des femmes dans la sécurité alimentaire soit largement reconnu, la discrimination systémique basée sur le sexe fait en sorte que les femmes les plus pauvres dans les zones rurales sont souvent les plus malnutries et en plus mauvaise santé, qu'elles ont très peu de contrôle sur les moyens de productions (terre, eau, main d'œuvre et autres intrants), qu'elles ne profitent que rarement des recherches et des services agricoles, qu'elles ont un accès limité aux services financiers et aux assurances, et qu'elles tirent moins de bénéfices des marchés agricoles locaux que les hommes. La stratégie canadienne en matière de sécurité alimentaire devrait encourager des actions qui affermissent les droits et la participation des femmes dans les zones rurales. Par exemple, elle pourrait contribuer à consolider le leadership des femmes au sein des organisations rurales, à instaurer des mesures qui leur permettraient d'avoir des droits sur des moyens de production tels que la terre et l'eau, à favoriser leur développement économique grâce à des séances de formation et à améliorer leur accès aux marchés et à l'information sur les marchés.

**Favoriser la résilience des familles et des communautés d'agriculteurs** – Les politiques et les programmes canadiens en matière de sécurité alimentaire auront plus d'impact s'ils appuient les efforts déployés par les petits agriculteurs pour développer des systèmes agricoles et alimentaires résilients

basés sur des solutions locales, capables de nourrir des communautés, et assez forts pour résister aux chocs. Il faudrait donc appuyer les approches agro-écologiques qui contribuent à augmenter la résilience des agriculteurs face aux changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que l'agriculture de conservation qui permet de réduire le dioxyde de carbone présent dans l'atmosphère tout en améliorant les sols. Le Canada devrait encourager des stratégies de développement musclées, pilotées par les pays eux-mêmes, pour s'adapter aux conséquences des changements climatiques, lutter contre la désertification et préserver et promouvoir la biodiversité.

**Appuyer les approches préventives en matière de malnutrition** – Le développement agricole devrait viser l'amélioration de l'alimentation des personnes vulnérables (surtout les femmes et les enfants âgés de moins de cinq ans). Même si les suppléments de micronutriments et les aliments enrichis sont des outils essentiels pour enrayer la « faim cachée », on devrait accorder plus d'importance au rôle de l'agriculture à petite échelle, et surtout aux cultures dites « secondaires » qui expriment la biodiversité, lorsqu'on cherche à améliorer la qualité et la variété des aliments disponibles, particulièrement pour les femmes et les enfants âgés de moins de cinq ans.

**Utiliser à la fois des approches à court et à long terme en matière de sécurité alimentaire** – Le Canada a l'occasion de développer une approche intégrée en matière de sécurité alimentaire en articulant clairement les objectifs immédiats à ceux à plus long terme. Il pourrait ainsi favoriser une meilleure intégration des programmes de sécurité sociale qui permettent de faire face aussi bien aux famines saisonnières qu'aux situations d'urgence alimentaire; renforcer les systèmes d'alerte précoce en matière de sécurité alimentaire tels que le Système d'alerte précoce contre la famine (FEWS, d'après son titre en anglais) et identifier clairement les principaux objectifs, comme par exemple une meilleure alimentation, de son appui à l'agriculture à petite échelle.

**Appuyer les recherches et les innovations basées sur des approches répondant aux besoins des agriculteurs pauvres** – Le Canada a la chance de pouvoir favoriser toutes sortes d'innovations dans le domaine agricole. Alors que la recherche fondamentale est centrée sur la productivité, l'ACDI peut se tourner vers les recherches participatives des petits agriculteurs sur l'amélioration des plantes (de certaines de leurs caractéristiques), la conservation « in situ » de la biodiversité, l'agriculture biologique, et les pratiques innovantes qui fournissent des solutions durables aux crises alimentaire et climatique. Il devrait reconnaître l'importance de comprendre les stratégies et les pratiques utilisées par les familles et les communautés de petits agriculteurs et qui contribuent à accroître leur résilience.

**Des politiques gouvernementales cohérentes** – Le Canada devrait concevoir ses politiques agricole, environnementale et commerciale qui sous-tendent son approche en matière de sécurité alimentaire à la lumière de ses objectifs de développement. Le Canada devrait promouvoir des règles internationales pour le commerce et les finances qui permettent aux gouvernements de favoriser la production agricole locale et durable et de protéger les petits producteurs et les consommateurs contre la volatilité des prix et le commerce inéquitable.

**Appuyer une réforme véritablement participative des instances de gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire** – Le Canada devrait poursuivre son engagement dans la réforme des organisations chargées de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire. Ce qui inclut l'appui à la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO, dans lequel tous les pays du monde devraient être représentés et qui compterait sur la participation des petits producteurs agricoles et des consommateurs urbains pauvres, qui auraient un pouvoir décisionnel. Ce Comité doit pouvoir revoir à la fois les stratégies nationales en matière de sécurité alimentaire et les engagements des donateurs concernant des activités de sécurité alimentaire, et avoir le pouvoir d'imputabilité qui en est le corollaire.

**Agir pour que les droits fondamentaux des personnes vulnérables soient respectés** – La stratégie canadienne en matière de sécurité alimentaire doit être centrée sur la réduction de la pauvreté, surtout des populations les plus vulnérables, y compris les plus démunis, les femmes et les enfants, et promouvoir le droit à l'alimentation, tel que recommandé par la Loi sur la responsabilité en matière d'aide publique au développement. Les interventions devraient être planifiées avec la participation des populations locales, en portant une attention particulière aux besoins des pauvres, et contribuer à les rendre autonomes à long terme.

**Reconnaître le rôle central joué par la société civile dans la sécurité alimentaire** - Le Canada devrait reconnaître que les ONG bien établies dans les zones rurales et les organisations de la société civile (p. ex. les organisations d'agriculteurs) jouent un rôle important dans la promotion de l'accès aux services, marchés et technologies agricoles.